

**La Liberation**

## **Henry Kissinger réclamé par la justice internationale**

Son rôle dans le plan Condor intéresse de nombreux juges.

Par Pascal RICHE

Le mercredi 24 avril 2002

Washington de notre correspondant

Pour Henry Kissinger, le «Metternich de Nixon», l'homme de la détente avec l'URSS et de l'ouverture de la Chine, le Nobel de la paix 1973, il est de plus en plus compliqué de se déplacer à l'extérieur des Etats-Unis. Ce n'est pas une question d'âge (78 ans), mais plutôt de passé. De plus en plus de juges dans le monde souhaitent l'interroger, notamment sur son rôle dans l'opération Condor, qui organisait dans les années 70 la répression des opposants aux dictatures latino-américaines. Et plusieurs organisations militantes rêvent également de s'en prendre à lui pour son rôle dans la guerre du Viêt-nam...

**Enquêtes.** Alors que Kissinger est attendu aujourd'hui à Londres pour un colloque, un citoyen britannique, Peter Tatchell, a saisi la justice afin de le faire arrêter pour «*crime de guerre*». Sa demande a été repoussée lundi. La semaine dernière, en prévision de la même visite londonienne, le juge espagnol Baltasar Garzon a demandé, via une commission rogatoire, d'interroger le visiteur américain. Une requête également rejetée lundi par la justice britannique, à la demande pressante du Département d'Etat. La juge française Anne-Sophie Chateau, qui enquête sur la disparition de cinq Français au Chili dans les années 70, et qui avait fait la même démarche que Garzon, a aussi été déboutée.

Il y a un an, apprenant qu'il séjournait au Ritz à Paris, un juge d'instruction français l'avait déjà convoqué à titre de témoin. Kissinger avait refusé, invoquant d'autres obligations. Plusieurs magistrats, en Argentine, au Chili ou au Brésil, ont aussi demandé à l'entendre sur le plan Condor. Le juge chilien Juan Guzman Tapia a récemment soumis aux autorités américaines une commission rogatoire, contenant dix-sept questions qu'il aimerait poser à l'ancien secrétaire d'Etat dans le cadre de l'affaire Charles Horman, un journaliste américain tué après le coup d'Etat de Pinochet.

Il y a quelques années, Kissinger devait seulement subir la vindicte de l'extrême gauche, qui l'accusait d'avoir fomenté le coup d'Etat de Pinochet au Chili, soutenu la dictature de Videla en Argentine ou organisé des bombardements secrets du Cambodge pendant la guerre du Viêt-nam. Mais, depuis la levée de la confidentialité d'archives portant sur les activités américaines dans les années 70, ses ennuis sont beaucoup plus sérieux. Sous la pression d'une association, la National Security Archives, le vieil homme a même été

contraint, l'été dernier, de restituer au Département d'Etat les 10 000 pages de verbatim de ses conversations téléphoniques entre 1973 et 1977.

La fronde ne cesse de gonfler, notamment sur l'Internet... L'ancien diplomate ne peut entrer dans une librairie américaine sans tomber sur un pamphlet, *The Trial of Henry Kissinger* (1). Christopher Hitchens, un journaliste britannique, y décrit par le menu toutes ses décisions «*criminelles*», et pose la question de son jugement. Mais c'est à titre de simple témoin que Kissinger intéresse les juges. Une action, au moins, le vise directement.

**Déclassification.** L'automne dernier, à Washington, la famille de l'ancien commandant en chef des armées chilien Rene Schneider, assassiné en 1970, a porté plainte contre lui et d'autres ex-responsables américains. Elle exige 3 millions de dollars de dommages et intérêts. La «déclassification» de documents a confirmé que la CIA avait été impliquée dans le rapt du général. L'affaire remonte à l'automne 1970, trois ans avant le coup d'Etat de Pinochet. La gauche chilienne a gagné les élections de septembre, et Allende est certain d'accéder au pouvoir après un intérim de soixante jours. Nixon charge Kissinger de tout faire pour l'en empêcher. La CIA est autorisée à financer et armer trois groupes de putschistes, dans le cadre d'une opération baptisée «Track II» (Seconde voie). L'objectif est de kidnapper Schneider, un conservateur trop respectueux du processus électoral, et de faire passer l'enlèvement pour un complot d'extrême gauche. La CIA jure qu'elle n'a «*aucune information*» permettant de penser que la suppression du général faisait partie du programme. Mais, à lire les documents publiés, personne ne semblait se soucier du sort de Schneider. L'un des groupes paramilitaires a fini par le tuer le 22 octobre 1970.

Dans le livre qu'il vient de publier (2), Kissinger condamne le Tribunal pénal international au prétexte qu'il donnerait trop de pouvoir aux procureurs. Dans de nombreux cas, argue-t-il, la responsabilité des faits est très difficile à déterminer. Certaines affaires reposent sur «*la compréhension du contexte historique et politique*» et, des années après l'événement, «*c'est ce flou qui porte le risque d'arbitraire*». En 1973, glisse-t-il, beaucoup de gens consi déraient Allende comme «*un idéologue marxiste sur le point d'imposer une dictature sur le modèle de Castro*». Kissinger met en garde contre une «*tyrannie des juges*» : «*Historiquement, la dictature des vertueux a souvent conduit à des inquisitions, voire à des chasses aux sorcières*»... .

(1) Traduit sous le titre *les Crimes de M. Kissinger* (éd. Saint-Simon). Lire la critique dans *Libération* du 27 juin 2001.

(2) Henry Kissinger *Does America Need a Foreign Policy ?* (Simon & Schuster, 2001).

FAIR USE NOTICE: This file contains copyrighted material the use of which has not been specifically authorized by the copyright owner. We distribute this material without profit and believe this constitutes a fair use of any such copyrighted material as provided for in 17 U.S.C § 107. If you wish to use copyrighted material from this site for purposes of your own that go beyond fair use, you must obtain permission from the copyright owner.